



Bonjour Staff, merci pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Spectacles vivants

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

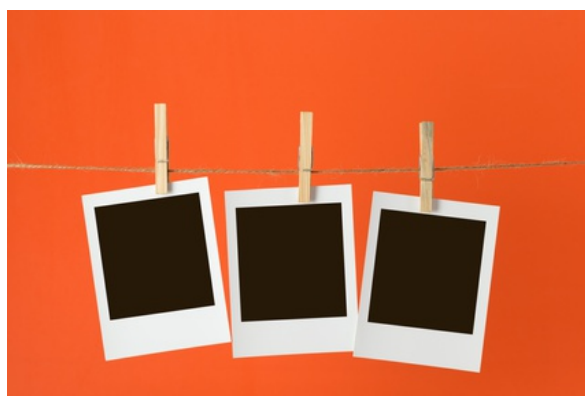
Coproduire un film avec l'Estonie ou la Bosnie

Deux nouvelles conventions conclues par la France vous permettent de coproduire plus facilement des œuvres cinématographiques avec la Bosnie et l'Estonie.

Lire



Comment organiser un Drive-In / Cinéma en plein air ?



Toute projection non commerciale en plein air d'œuvres cinématographiques de long métrage (film de 60 minutes et plus), gratuite ou payante, est soumise à autorisation. Dans ce cadre, le délai de diffusion des films de long métrage est d'un an à compter de la date d'obtention du visa. La réglementation ne prévoit aucune dérogation à ce délai.

Lire

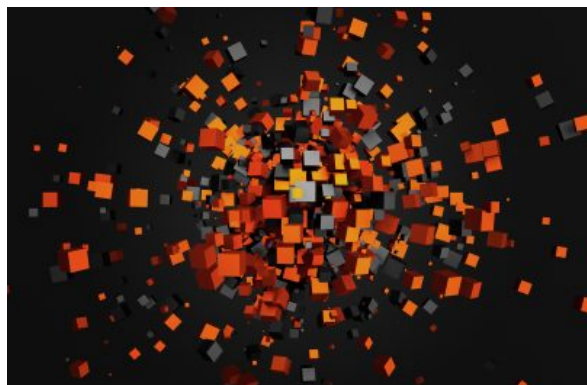
Affaire Terry Gillian : nouveau rebond procédural

En matière de production cinématographique, la priorité n'est pas de donner au film toutes les chances d'être produit mais bien de respecter les conditions de réalisation négociées avec le producteur.

Lire



Prise de contrôle conjoint de Mediawan



L'Autorité de la concurrence a autorisé la prise de contrôle conjoint de Mediawan par les sociétés de Messieurs Capton, Pigasse et Niel et la prise de contrôle exclusif de Lagardère Studios par Mediawan (offre publique d'achat lancée le 30 juillet 2020).

Lire

Presse | Edition

Contrôle des éditeurs d'annonces légales

Est reporté au 30 septembre 2021 la date maximale à laquelle la commission paritaire des publications et agences de presse devra avoir procédé au réexamen de la situation des publications de presse et des services de presse en ligne inscrits sur la liste des supports habilités à recevoir des annonces légales



Lire

Clause de cession du journaliste : preuve impérative du lien de causalité



L'exercice de la clause de cession par le journaliste professionnel n'échappe pas au contrôle du juge. La seule cession du journal / titre de presse, n'emporte pas ipso facto droit à la rupture légitime de son contrat par le journaliste.

Lire

Concentration dans les médias : affaire Vivendi

La disposition légale italienne empêchant Vivendi d'acquérir 28 % du capital de Mediaset est contraire au droit de l'Union.

Lire



Rapport sur le portage de la presse



Le rapport de la mission de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires culturelles (IGAC) sur le portage de la presse est disponible.

Lire

Propriété intellectuelle

Délais pour demander la nullité d'un modèle

La demande en nullité d'un modèle par voie d'exception comme moyen de défense n'est pas soumise à prescription de sorte qu'une demande reconventionnelle formée en défense n'est pas prescrite.

Lire



L'impossible protection de la ballerine pliable



Une société ne peut revendiquer un monopole sur le concept de la ballerine pliable. La protection de ce type de modèle est problématique dans la mesure où dès les années 1930/1940 des chaussons de danse ont été retravaillés afin qu'ils soient portés dans la rue. En particulier, le modèle créé en 1956 par la société REPETTO et les modèles LP Shoes de 2006 et Yosi Samra de 2009 privent de nouveauté le modèle (de la société NATKIN PARIS).

Lire

Amazon c/ Amazony

La dénomination AMAZONY ne peut pas être adoptée comme marque pour désigner des services identiques et similaires sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société AMAZON.

[Lire](#)

Œuvres d'art en garde meuble : risque maximal



Si vous faites appel à un service de garde meubles pour stocker vos œuvres d'art, attention à bien vérifier les conditions d'assurance en cas d'avarie ou de vol. L'indemnisation peut se révéler plus faible que la valeur de vos œuvres.

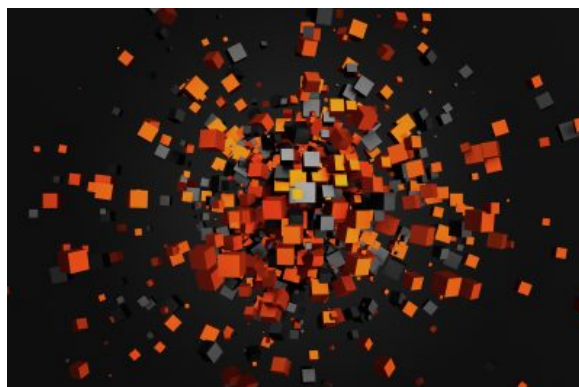
[Lire](#)

Publicité | Marketing

Suppression de la taxe sur la publicité télévisée

Thématique : Publicité | Marketing, Taxes

Le Décret n° 2020-1207 du 30 septembre 2020 relatif à la suppression de taxes à faible rendement, a supprimé la taxe sur la publicité télévisée, la taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision et la taxe sur la publicité diffusée par les chaînes de télévision.

[Lire](#)

Marque contraire à l'ordre public : seule la puissance publique peut agir



Thématique : Alcool, Marques, Procédure d'opposition, Propriété intellectuelle | Marques, Publicité | Marketing

Le déposant d'une marque n'est aucunement investi d'une mission générale de surveillance de l'ordre public sanitaire français ni de défense de l'intérêt général réservé à la puissance publique.

Lire

Plateformes de dîners à domicile : l'alcool strictement interdit

Thématique : Alcool, Internet | Informatique, Publicité | Marketing

Si l'activité de restauration non professionnelle à domicile fait l'objet d'une tolérance judiciaire, l'interdiction de servir de l'alcool aux repas organisés a été retenue par la Cour de cassation. La vente de boissons alcooliques n'est autorisée qu'aux détenteurs d'une des licences légales. En la matière, la saisine en référé, du Président du tribunal de commerce est possible.



Lire

Obligation d'information sur les végétaux toxiques



Thématique : Contrefaçon, Emballages | Conditionnements, Environnement, Étiquetage, Étiquetage | Conditionnements, Publicité | Marketing

A compter du 1er juillet 2021, une nouvelle obligation d'information préalable (y compris pour les ventes en ligne) doit être délivrée aux acquéreurs de végétaux susceptibles de porter atteinte à la santé humaine, sont concernés tous les distributeurs et vendeurs de végétaux. Cette nouvelle obligation est prise en application de l'article L. 1338-3 du code de la santé publique, créé par l'article 57 de la loi n° 2016-41 de modernisation de notre système de santé.

Lire

Numérique | E-commerce

Consentement aux « cookies » : les nouvelles règles à suivre (1ère Partie)

Par Délibération n° 2020-092 du 17 septembre 2020 et n° 2020-091 du 17 septembre 2020, tenant compte de la position du Conseil d'Etat sur les Cookies wall, la CNIL a fixé ses nouvelles règles en matière de lecture et/ou d'écriture de « traceurs » dans l'équipement terminal de communications électroniques de l'abonné ou de l'utilisateur.



A noter que les recommandations qui ont pour seul objectif d'aider les professionnels concernés dans leur démarche de mise en conformité, ne sont pas exclusives : d'autres méthodes de recueil du consentement peuvent être utilisées par les professionnels, dès lors qu'elles permettent d'obtenir un consentement éclairé de l'internaute. Les principes recommandés peuvent aussi être utilisés pour la télévision connectée, les consoles de jeux vidéo, les assistants vocaux, les objets communicants, les véhicules connectés, etc.

Lire

Une arnaque sur deux est désormais commise sur Internet



Une nouvelle note de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) fait le point sur les arnaques en ligne. Une arnaque sur 2 serait désormais commise sur Internet.

Lire

Le bracelet électronique anti-rapprochement adopté

Le Décret n° 2020-1161 du 23 septembre 2020 a mis en œuvre le dispositif électronique mobile anti-rapprochement. Ce dispositif s'inscrit dans la loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille. Tout rapprochement non autorisé de la victime de violences familiales peut donner lieu à la révocation du contrôle judiciaire de l'auteur et à son placement en détention provisoire.



Lire

Airbnb : l'autorisation de louer validée par la CJUE



Une réglementation nationale soumettant à autorisation la location, de manière répétée, d'un local destiné à l'habitation pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile est conforme au droit de l'Union. Selon la CJUE, la lutte contre la pénurie de logements destinés à la location de longue durée constitue une raison impérieuse d'intérêt général justifiant une telle réglementation.

Lire

Image | Photographie

Photographie composite : affaire Cartier

Concevoir une photographie incluant elle-même intégralement ou principalement la photographie d'un tiers suppose d'obtenir l'autorisation du photographe de l'œuvre initiale, cette nouvelle création photographique étant nécessairement une œuvre composite. Le principe est aussi applicable aux photographies publicitaires originales.



Lire

Recevabilité des images de vidéosurveillance du salarié



Les images de vidéosurveillance établissant la faute d'un salarié sont parfaitement recevables devant les tribunaux dès lors que l'employeur s'est acquitté de l'ensemble de ses obligations concernant l'installation, dans l'entreprise, d'un système de vidéo- surveillance

Lire

Œuvres du graphiste salarié : à qui appartiennent-elles ?

Le graphiste salarié n'est pas nécessairement investi des droits sur son travail créatif, tout dépend de la nature de sa collaboration et de la nature des œuvres élaborées. Dans la majorité des cas, les œuvres en cause sont dites collectives. Ces dernières sont initiées, coordonnées, dirigées et supervisées par l'employeur, qui est la personne morale qui les a éditées.

[Lire](#)

Graphiste en entreprise : attention à ne pas concurrencer votre employeur



Un infographiste qui crée sa propre structure concomitamment à son contrat de travail, tout en utilisant les références clients de son employeur, s'expose à un licenciement pour déloyauté. En l'occurrence, le salarié avait créé sa propre entreprise de graphiste désigner

[Lire](#)

Données personnelles | RGDP

En quoi le Cloud Act US présente-t-il une menace ?

Le « Cloud Act » contourne les dispositifs contraignants de l'entraide judiciaire internationale en consacrant la possibilité pour les autorités américaines d'obtenir des données matériellement stockées à l'étranger.

[Lire](#)

Données personnelles et minima sociaux : un nouveau fichier mis en place

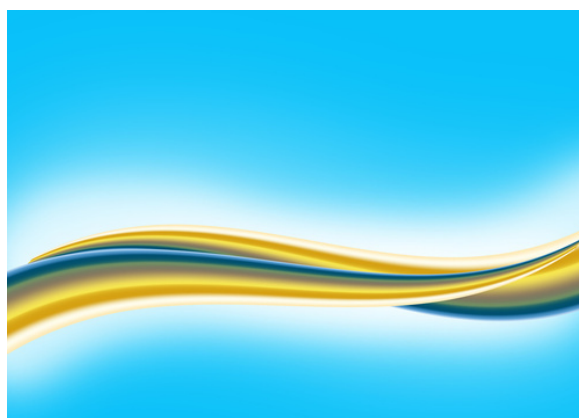


L'Arrêté du 24 février 2020 a mis en place un traitement automatisé de données à caractère personnel pour la mise en œuvre de l'échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux

[Lire](#)

Régulation numérique et algorithmes : lancement du PEReN

Le Décret n° 2020-1102 du 31 août 2020 a créé le nouveau service à compétence nationale dit « Pôle d'expertise de la régulation numérique » (PEReN). Dans le cadre du renforcement des moyens des services de l'Etat intervenant dans le champ

[Lire](#)

Accéder au fichier des personnes recherchées



Les contestations dirigées contre le refus du ministre de l'intérieur de communiquer au demandeur tout ou partie des informations le concernant contenues dans le fichier des personnes recherchées doivent être portées devant le Tribunal administratif lorsque ce refus concerne

Lire

Accès au fichier de données personnelles Startrac

La formation spécialisée du Conseil d'Etat statuant au contentieux, créée par l'article L. 773-2 du code de justice administrative, n'est compétente qu'en ce qui concerne les litiges relatifs à l'accès indirect aux données recueillies dans le fichier STARTRAC intéressant la sûreté de l'Etat. Le tribunal, en première instance, et la Cour administrative d'appel de Paris, en appel, sont donc compétents pour connaître des litiges relatifs à l'accès indirect aux données recueillies dans le fichier STARTRAC lorsque tel n'est pas le cas.



Lire

Spectacles vivants

Aides à la numérisation des spectacles de variétés

Le Décret n° 2020-1213 du 1er octobre 2020 a réintégré les spectacles de variétés dans le champ d'application du crédit d'impôt au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation d'un spectacle vivant musical prévu à l'article 220 quinquies du code général des impôts (CGI). Il ajoute aux catégories de spectacles concernés, la référence aux spectacles d'humour ainsi qu'une jauge limitative. Il allège par ailleurs les formalités de dépôt des demandes d'agrément provisoire.



Lire

Intermittent et entrepreneur de spectacles vivants : un cumul légal



La détention d'une licence d'entrepreneur de spectacles vivants en application de l'article L. 7122-5 ancien du code du travail ne suffit pas à conférer à son titulaire la qualité de dirigeant de l'association organisatrice des spectacles qui l'emploie, en sorte que Pôle emploi ne rapporte pas la preuve que l'activité de l'artiste s'exerçait en toute autonomie dans des conditions impliquant son inscription au registre du commerce.

Lire

TVA réduite exclue pour les bals et dancing

Le fait de détenir une licence de spectacle ne donne pas le droit d'appliquer ipso facto le taux réduit de TVA. L'application du taux réduit de TVA aux recettes des spectacles est réservée, entre autres, aux concerts mais ne rentrent pas dans cette catégorie, un bal avec présence d'orchestre ou un dancing.



Lire

Promesse de contrat d'intermittent



Dans la mesure où la signature du salarié n'est pas apposée sur un contrat d'intermittent en raison de l'annulation du spectacle pour lequel il avait été promis au salarié, l'absence de signature dans ce contexte particulier où la relation de travail n'a effectivement jamais débuté empêche que le contrat soit remis dans les deux jours ouvrables de son embauche.

Lire

Présomption de contrat de travail de l'artiste

Un « animateur claquettes d'ateliers claquettes » qui se présente également comme un professeur de claquettes, fondateur et directeur artistique d'une association où il enseigne depuis plus de 15 ans, n'est pas un artiste et ne peut bénéficier de la présomption légale de contrat de travail.



Lire

Contrats à Télécharger

Demande d'Aide Covid 19 | Diffuseur de Presse

Demande d'Aide Covid 19 présentée par un Diffuseur de Presse. Il a été institué au titre de l'année 2020 une aide exceptionnelle, donnant lieu à un versement unique, au bénéfice des diffuseurs de presse exerçant en qualité de travailleurs indépendants tels que définis à l'article L. 611-1 du code de la sécurité sociale. Le bénéfice de l'aide est subordonné à ...

Lire

Assignation en Liquidation judiciaire

Assignation en Liquidation judiciaire à Télécharger (à ne pas confondre avec l'assignation en cessation des paiements ou de redressement judiciaire). L'assignation en ouverture d'une liquidation judiciaire L'assignation en ouverture d'une liquidation judiciaire contre une personne morale ou physique peut être délivrée par tout créancier (quelle que soit la nature de sa créance) ou sur Requête du Procureur de la République. ...

Lire

Demande d'allocation de soutien familial ASF pour la Métropole

Formulaire 12038*03 de Demande d'allocation de soutien familial (ASF) Cette Demande

d'allocation de soutien familial est à adresser à votre CAF. Une seule déclaration de situation suffit, même pour plusieurs demandes de prestations. Répondez à toutes les questions qui vous concernent, joignez toutes les pièces justificatives demandées, n'oubliez pas de dater et signer votre déclaration de situation. Cette demande d'allocation ...

Lire

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine